LA GRECE DOIT INTENSIFIER LES EFFORTS DE REFORME, SELON LA BCE

La Grèce, en proie à une importante crise de ses finances publiques, doit intensifier les efforts de réforme en procédant notamment à un vaste programme de privatisation, a estimé le chef économiste de la BCE, Jürgen Stark, excluant toute restructuration de la dette.
"La Grèce a mis en oeuvre pendant des décennies une mauvaise politique économique et a vécu au dessus de ses moyens. Un virage à 180° est inévitable et douloureux", a estimé M. Stark de la Banque centrale européenne (BCE) dans un entretien paru mercredi dans l'hebdomadaire suisse Handelszeitung.

Après avoir reçu il y a un an une aide de 110 milliards d'euros de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI), Athènes doit maintenant faire des *"efforts supplémentaires"* en lançant un vaste programme de privatisation, a-t-il ajouté.

Selon ce dernier, la Grèce pourrait vendre pour 300 milliards d'euros de biens. En cédant environ 50 milliards d'actifs publics, la Grèce pourrait ainsi réduire sa dette de 20%, a souligné M. Stark.
"La Grèce n'est pas un puits sans fond, mais cela suppose que le Grèce mette en place les mesures adéquates", a-t-il insisté.

Alors que les Européens semblent se diriger vers un compromis visant à octroyer un nouvelle aide financière à la Grèce en échange d'un durcissement de la cure d'austérité, la BCE reste fermement opposée à toute restructuration ou rééchelonnement de la dette.
Un allongement des délais de remboursement ne ferait qu'augmenter la taille de la dette, a ainsi averti M. Stark, selon lequel un renoncement partiel à la dette aurait pour effet un *"effondrement du système bancaire"* et de l'économie grecs.